

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Spécial brèves

N° 278 du 01.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 2 Les brèves

2-1 Conférence de paix.

2-2 Le Fatah exécute le plan de Bush en pratiquant la politique d'hostilité contre ses opposants.

2-3 Le Hamas avertit du danger de la coopération avec l'occupant.

2-4 Les mesures à prendre sous supervision US pour l'application de la "feuille de route" pour la paix.

2-5 États-Unis adaptent leurs positions à celles d'Israël.

2-7 Prise de contrôle de Gaza : une "grave erreur stratégique", selon Ghazi Hamad.

2-8 Ferrero-Waldner dénonce les sanctions d'Israël contre Gaza.

2-9 Deux ONG dénoncent des restrictions à l'entrée en Israël de malades de Gaza.

2-10 Hésitations en Israël sur une vaste offensive contre la bande de Gaza.

2-11 Les sanctions israéliennes aggravent la pénurie des biens de consommation.

2-12 Fayyad, met en oeuvre un programme visant à réduire d'un tiers les effectifs des forces de l'ordre.

2-13 Projet de refonte globale des forces de sécurité.

2-14 Fatah Al-Yasser : Les services de sécurité d'Abbas et l'occupation exécutent la feuille de route.

2-15 Hamas : Le discours politique trompeur d'Abbas vise à propager des mensonges contre le Hamas.

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Conférence de paix.

La dernière tournée de quatre jours de la secrétaire d'État Condoleezza Rice au Proche-Orient s'est achevée sans le moindre signe de progrès et la date exacte à laquelle se tiendra la conférence de paix convoquée par George Bush n'a toujours pas été arrêtée. Le président palestinien Mahmoud Abbas a prévenu Rice qu'il n'était pas prêt à y assister « à tout prix ». « Nous avons dit à la secrétaire d'État que nous ne disposons pas de beaucoup de temps, que nous devons mettre chaque minute à profit », a-t-il ajouté. Lors d'une conférence de presse en compagnie de son homologue israélienne, Tzipi Livni, la secrétaire d'État s'est engagée à faire en sorte que la conférence, prévue à Annapolis, dans le Maryland, apporte des progrès substantiels. « Nous ne nous attendons pas à ce que quiconque y participe à tout prix, pas même nous », a-t-il souligné. Rice est revenue dimanche au Proche-Orient pour aider Abbas et le Premier ministre israélien Ehud Olmert à mettre au point un document conjoint susceptible de servir de base de travail à cette réunion. Ce texte doit couvrir les principaux contentieux entre les deux parties —frontières du futur État palestinien, statut de Jérusalem et sort des réfugiés de 1948— mais Olmert veut qu'il soit rédigé en termes généraux tandis qu'Abbas insiste pour qu'il précise la marche à suivre pour parvenir à un règlement final. « Nous sommes au début d'un processus », a reconnu Rice, qui a dit être tournée vers le lendemain de la conférence. « Si nous travaillons d'arrache pied à ce processus, à résoudre ces questions, je pense que nous avons une chance raisonnable d'avancer dans le projet coexistence pacifique de deux États libres », a-t-elle ajouté. La secrétaire d'État, qui compte revenir dans la région d'ici quelques semaines, a souligné qu'elle était résolue à consacrer le maximum de son temps et « la dernière once de son énergie » aux préparatifs de la conférence.

*Tendances* est un bulletin quotidien de veille politique sur le Proche-Orient, réalisé par l'agence New Orient News à Beyrouth. Retrouvez-le sur [Voltaire.net.org](http://Voltaire.net.org), en versions [arabe](#), [anglaise](#) et [française](#). Consultez également *Indicators*, le bulletin quotidien de veille économique sur le Proche-Orient, disponible en versions [anglaise](#) et [arabe](#).

---

### 2-2 Le Fatah exécute le plan de Bush en pratiquant la politique d'hostilité contre ses opposants.

Le Hamas a condamné fermement le communiqué du comité central du mouvement Fatah, dans lequel le Fatah considère les factions qui ont participé au congrès de Damas pour faire face à la réunion internationale d'automne, comme des putschistes.

Le Hamas communique: "Nous avons reçu avec surprise et regret la position du comité central du mouvement Fatah qui s'est détaché de toute sagesse nationale".

Le Hamas ajoute que le comité central du Fatah exécute le plan du président Bush en lançant des campagnes sauvages contre ses opposants sur cette base : "Vous serez considérés comme des putschistes si vous vous opposez à notre politique".

Le mouvement du Hamas a affirmé que l'étape du pouvoir individuel est fini, surtout lorsque ce parti dirige le projet national palestinien vers l'inconnu.

Il faut donc savoir que les factions palestiniennes qui ont participé au congrès de Damas sont des mouvements capables de diriger le projet national vers le bon chemin.

Source : CPI 28-10

---

### 2-3 Le Hamas avertit du danger de la coopération avec l'occupant.

Le mouvement de la résistance islamique a fermement condamné la coopération des services sécuritaires de l'autorité palestinienne avec leurs homologues de l'entité sioniste.

Le Hamas a appelé toutes les factions à prendre une position courageuse et claire contre les comploteurs qui protègent les leaders criminels hébreux.

Cette déclaration vient en commentaire de la déclaration du chef des services de renseignements de l'autorité palestinienne Tawfik Al-Tirawi qui a signalé l'arrestation d'un groupe de résistants,

Le député du Hamas Mouchir Al-Masri a précisé : "Il est clair que la lutte pour les responsables criminels de l'occupation israélienne devient la stratégie préférée, professionnelle et patriotique pour des responsables dignes

de l'autorité palestinienne !".

Al-Masri a également considéré qu'il aurait été mieux pour Tirawi de protéger Yasser Arafat qui a été empoisonné devant tout le monde, au lieu de protéger les leaders criminels israéliens comme Olmert.

Il a appelé les services sécuritaires à protéger les Palestiniens contre les crimes incessants de l'occupation.

Source 23-10 - CPI

---

## 2-4 Les mesures à prendre sous supervision US pour l'application de la "feuille de route" pour la paix.

Abbas et Olmert se sont entendus sur des mesures à prendre en application de la "feuille de route" pour la paix, afin de rapprocher leurs positions avant la conférence que souhaitent organiser les Etats-Unis en fin d'année.

L'ensemble du processus sera placé sous supervision américaine, ont indiqué des responsables.

Toutefois, le président de l'Autorité palestinienne et le Premier ministre israélien ne se sont pas accordés sur un calendrier précis pour appliquer la feuille de route de 2003, qui demande aux Palestiniens de supprimer les groupes d'activistes et à Israël de geler les colonies en Cisjordanie.

Des deux côtés, on dit s'être mis d'accord pour laisser les Etats-Unis superviser l'ensemble du processus et on s'engage à intensifier les efforts en vue d'une position commune sur la création d'un futur Etat palestinien avant la conférence voulue par Bush.

Olmert et Abbas ont discuté environ en présence, notamment, de la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni et de l'ancien Premier ministre palestinien Ahmed Korei, l'un et l'autre à la tête des équipes de négociateurs.

"Les deux parties ont réaffirmé aujourd'hui leurs engagements respectifs envers la feuille de route", a déclaré Miri Eisin, porte-parole d'Olmert.

Saëb Erekat, proche conseiller d'Abbas qui était aussi présent à Jérusalem, a indiqué que les parties s'étaient entendues sur une "application immédiate et réciproque" de la feuille de route".

(Reuters 26-10)

---

## 2-5 États-Unis adaptent leurs positions à celles d'Israël.

Les États-Unis ont une nouvelle fois prouvé qu'ils adaptaient leurs positions à celles d'Israël quelles que soient les circonstances.

Ceci s'est illustré par le refus définitif de Washington de tout calendrier portant sur les questions clé du conflit israélo-palestinien (sort des réfugiés, frontières, Jérusalem...) lors de la Conférence d'Annapolis.

Entre-temps, l'État hébreu poursuit la punition collective de toute la population de Gaza ainsi que ses agressions contre les résistants et les zones résidentielles, sans la moindre réaction significative de la part de la communauté internationale. Le ministre de la Défense, Ehud Barak, a affirmé que le blocus imposé à la Bande de Gaza constitue le prélude à l'invasion qu'il a promis de lancer dès son accession à son poste.

En parallèle, les organisations palestiniennes ont accordé un délai supplémentaire au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, afin qu'il révise ses positions, en décidant de reporter au lendemain de la conférence d'Annapolis le congrès qu'elles projetaient de tenir à Damas. Pendant ce temps, les pays arabes alliés des États-Unis gardent un silence complice vis-à-vis du plan israélien mis en œuvre à Gaza et du projet états-unien qui sera imposé à Annapolis)

Tendances

---

## 2-7 Prise de contrôle de Gaza : une "grave erreur stratégique", selon Ghazi Hamad.

L'ancien porte-parole, du gouvernement palestinien quand il était dirigé par le Hamas, avait démissionné de ses fonctions après la prise de contrôle de Gaza. Il reste consultant pour le chef du gouvernement de Gaza, le Premier ministre Haniyeh, considéré comme le dirigeant le plus pragmatique du camp islamiste.

La prise du contrôle de la Bande de Gaza était une "grave erreur stratégique", écrit Ghazi Hamad. Hamad estime que le Hamas a payé la prise de Gaza au prix fort, avec un accroissement de son isolement international et un alourdissement des sanctions économiques à son égard.

"Je pense que la décision prise par le Hamas, à savoir la résolution militaire, n'était pas justifiée", écrit-il. "Je considère qu'il s'agit d'une grave erreur stratégique qui fait peser sur le mouvement un poids plus lourd que ce qu'il peut supporter."

"Il est vrai que cette action a résolu un problème de sécurité mais il a créé un millier de problèmes politiques dont nous n'avons pas besoin", poursuit-il.

Le Hamas "est aujourd'hui isolé, assiégé, dans un territoire étroit. La pression a augmenté, le bouclage s'est intensifié et les souffrances du peuple sont plus vives."

Hamad s'était illustré la semaine dernière en annonçant que le Hamas n'excluait plus de négocier avec Israël s'il en allait de l'intérêt des Palestiniens.

Le Hamas a rapidement désavoué l'ancien porte-parole, affirmant que ses propos n'engageaient que lui.

(Source : 21 octobre - AL-Oufok avec les agences de presse)

---

## 2-8 Ferrero-Waldner dénonce les sanctions d'Israël contre Gaza.

La commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, a sévèrement critiqué les sanctions prises par Israël à l'encontre de la bande de Gaza.

"Mme Ferrero-Waldner a eu une position très dure concernant la décision du gouvernement d'imposer des sanctions relatives à la réduction de l'approvisionnement en carburant de Gaza et de la fourniture d'électricité", a indiqué la présidence israélienne.

"Israël doit aller au devant d'Abou Mazen (le président palestinien Mahmoud Abbas), le renforcer et faire en sorte qu'une nouvelle page soit ouverte dans ses relations avec l'Autorité palestinienne", a ajouté Mme Ferrero-Waldner, selon le communiqué.

"Nous pensons qu'une détérioration des conditions humanitaires dans la bande de Gaza ne fera qu'aggraver la situation de la population locale ce qui fera le jeu des éléments radicaux" a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse à l'issue de ses entretiens à Jérusalem.

"J'ai ouvertement exprimé mes préoccupations sur ce point lors de toutes mes rencontres" a-t-elle souligné tout en affirmant "comprendre la difficile, très difficile situation des Israéliens" soumis aux tirs de roquettes palestiniens depuis la bande de Gaza.

(Source AFP / 29 octobre 2007)

---

## 2-9 Deux ONG dénoncent des restrictions à l'entrée en Israël de malades de Gaza.

Human Rights Watch une ONG internationale et Médecins pour les Droits de l'Homme, une ONG israélienne ont accusé Israël d'imposer des restrictions draconiennes à l'entrée de malades de la bande de Gaza depuis la prise de pouvoir du Hamas.

Human Rights Watch accuse Israël de "bloquer arbitrairement" l'entrée de malades souffrant de problèmes médicaux urgents qu'ils ne peuvent soigner à Gaza.

"Israël s'en prend à des civils malades palestiniens, dans son combat contre le Hamas", le mouvement islamiste qui a pris le contrôle de la bande de Gaza par un coup de force en juin, affirme l'ONG dans un communiqué publié ce weekend à New York.

Human Right Watch souligne que les hôpitaux de Gaza ne disposent pas de service de chirurgie cardio-vasculaire, de neuro-chirurgie et d'ophtalmologie avancée, ce qui oblige les patients à se faire soigner à l'extérieur du territoire s'ils en ont les moyens.

Or les seuls points de passages sont celui avec l'Egypte à Rafah, quasiment bloqué, et celui d'Erez vers Israël, où la circulation est très sévèrement limitée.

Se basant sur des données de l'ONU, l'ONG affirme que seuls cinq patients ont été autorisés à entrer en Israël en septembre contre quarante en juillet.

Médecins pour les droits de l'Homme affirme pour sa part lundi que les permis d'entrée ont été réduits de moitié pour les malades.

L'ONG fait état de 87 malades qui ont besoin d'urgence de sortir de la bande de Gaza auxquels le permis a été refusé.

"Il a fallu que nous engagions une procédure de recours devant la Cour suprême pour que l'armée autorise le passage de sept malades", a déclaré à l'AFP une responsable de cet organisme, Miri Weingarten.

Selon elle les malades "sont parfois victimes d'un véritable chantage du service de sécurité intérieur, Shin Beth, qui exige leur collaboration en échange d'un droit de passage".

Elle a cité en exemple le cas d'un patient, Yasser Abou Yikhieh, qui s'est fait refouler à la frontière pour avoir refusé, selon elle, "de communiquer des informations sur son frère" un activiste du Hamas, recherché par Israël pour participation à des attaques.

(Source AFP / 22 octobre 2007)

---

## 2-10 Hésitations en Israël sur une vaste offensive contre la bande de Gaza.

Les combattants du Hamas auraient mis au point de nouvelles tactiques guerrières

Des responsables israéliens ont prévenu hier qu'une vaste offensive contre la bande de Gaza coûterait cher à l'État hébreu. L'armée israélienne ferait en effet face à une résistance sans précédent de la part des combattants du Hamas qui auraient mis au point de nouvelles tactiques guerrières.

Dans le même temps, le Hamas a démenti hier vouloir prendre le contrôle de la Cisjordanie, comme l'a récemment déclaré un de ses dirigeants qui a menacé de faire « tomber » le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. À ce propos, le Front démocratique de libération de la Palestine a précisé qu'il cherche à favoriser une solution à la crise palestinienne en appelant le Hamas à rétablir l'autorité du Fateh dans la bande de Gaza en vue d'une reprise du dialogue.

---

## 2-11 Les sanctions israéliennes aggravent la pénurie des biens de consommation.

À Gaza, les prix flambent et le moral flanche

À Gaza, la loi de l'offre et de la demande fait des ravages. Verrouillés par Israël, les terminaux ne permettent plus le passage des produits de consommation courante qu'au compte-gouttes, faisant flamber les prix et baisser en flèche le moral des Palestiniens.

Cigarettes, boissons, vêtements, denrées alimentaires : tout se fait rare ces temps-ci. Certains produits sont même impossibles à trouver comme les matériaux de construction ou... le Coca-Cola. Pour ajouter à cette situation, depuis deux jours, les Palestiniens craignent des pénuries de carburant, après la décision israélienne de réduire ses approvisionnements en représailles à la poursuite des tirs de roquettes depuis le territoire contrôlé par le Hamas. Dans son supermarché, qui fournit les quartiers ouest de la ville de Gaza, Khalaf Hassouna, 36 ans, ne peut s'empêcher de dresser la liste des produits dont le prix de vente a augmenté. « Les prix flambent ! Les cinq kilos de lait en poudre pour enfant sont passés de 75 à 85 shekels (13 euros à 14 euros), soit 15 % d'augmentation. Le sac de 50 kg de farine coûtait, il y a quelques semaines, 100 shekels, maintenant c'est 130 », se lamente-t-il. « Quant au Coca-Cola, oubliez, il n'y en a plus », prévient-il.

Preuve de la pénurie : on peut apercevoir au terminal d'Erez pour les personnes, entre le nord de la bande de Gaza et Israël, les rares habitants autorisés par l'État hébreu à sortir, qui reviennent les bras chargés de cartons de soda ou de paquets de cigarettes. Car c'est la flambée des prix des cigarettes qui affecte le plus le moral et les maigres économies des habitants de Gaza, fumeurs invétérés. Les prix ont atteint des records, passant pour un paquet de cigarettes américaines de 15 shekels à 35 shekels. Les fumeurs étant contraints de réduire leur consommation de tabac, les cigarettes sont parfois achetées à l'unité, alors que dans le sud du territoire les contrebandiers exploitant leurs tunnels à la frontière égyptienne accumulent des profits inespérés. Pour Awni, directeur des ventes à Gaza d'une des plus grandes sociétés palestiniennes d'importation de tabac, Unipal General Trading Company, basée en Cisjordanie, « Israël veut faire plier les Palestiniens grâce à la cigarette ». « Ils savent que les habitants de Gaza sont de gros fumeurs. Certains préfèrent acheter du tabac que de la nourriture », ajoute-t-il. Dans la boulangerie de Misbah al-Chanti, le Dr Mohammad Assiouni, chirurgien à l'hôpital Chiffa de Gaza, lève les bras au ciel : « Nous vivons une catastrophe ! La situation est véritablement catastrophique, je vous le dis ! » « Que les juifs prennent la bande de Gaza, qu'ils reviennent. Ce sera mieux pour nous. Hamas, Fateh, c'est tous des ordures qui tuent le peuple », enrage un second client, qui refuse de donner son nom.

Pour tenter de contrôler la flambée des prix, le Hamas a mis en place lundi une « commission de contrôle ». « Nous avons créé cette commission pour fixer des prix raisonnables aux biens de consommation », indique le porte-parole du mouvement islamiste.

Mais, pour certains, les sanctions israéliennes n'ont pas prise sur les habitants de Gaza. Hatem Abou Assi, propriétaire d'une pompe à essence, lance : « Ils (les Israéliens) ne comprennent pas que les gens s'habituent à tout et s'adaptent. Ils n'ont pas d'électricité, ils s'éclairent à la bougie. Ils n'ont plus d'essence, ils se déplaceront à vélo ou à pied. Leur plan ne marchera pas. »

Mehdi LEBOUACHERA (AFP)



---

## 2-12 Fayyad, met en oeuvre un programme visant à réduire d'un tiers les effectifs des forces de l'ordre.

25-10

Le Premier ministre illégal Fayyad, s'est attelé à la mise oeuvre d'un programme visant à réduire d'un tiers les effectifs des forces de l'ordre.

Ce programme, 'avalisé' par les parrains occidentaux de l'Autorité palestinienne, a pour objectifs de réduire à long terme le budget des forces de l'ordre et de contrôler plus étroitement des unités de gendarmerie mieux formées et mieux équipées.

La réforme des services de sécurité devra ramener les effectifs de 83.000 à 50.000 hommes, dit-on de sources officielles palestiniennes et occidentales. Plusieurs collaborateurs de Fayyad ont confirmé cet objectif.

"Nous allons commencer l'année prochaine à restructurer les différents services de sécurité", a par ailleurs déclaré le ministre de l'Intérieur, Abdel Razzak Yahya.

Pour éviter de se mettre à dos la vieille garde du Fatah, la formation 'au pouvoir'... très représentée dans les services de sécurité, Fayyad, expert sans étiquette, envisage de généreuses incitations au départ, qui, ajoutées au renforcement de la formation, pourraient compromettre les économies souhaitées.

Le gouvernement de Fayyad a par ailleurs mis en place des commissions médicales chargées de vérifier l'aptitude physique des membres de forces de sécurité et, le cas échéant, d'exclure ceux qui échouent aux tests.

La défaite du Fatah dans la bande de Gaza a mis en lumière les faiblesses d'un appareil 'sécuritaire' en proie au népotisme et dont le recrutement répondait à la lutte contre le chômage.

Source ; Adam Entous et Wafa Amr de Reuters

---

## 2-13 Projet de refonte globale des forces de sécurité.

Les conseillers d'Abbas ont commencé à travailler à un projet de refonte globale des forces de sécurité bien avant l'avènement du gouvernement de Fayyad, mais les préparatifs se sont accélérés en vue de la Conférence de la paix, qui doit avoir lieu en novembre ou en décembre, et de la conférence des pays donateurs prévue en France en décembre.

Après la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas, le gouvernement illégal Fayyad a cessé de verser des salaires à 23.500 membres des forces de sécurité, au motif qu'ils avaient été recrutés de manière illégale par les précédents gouvernements.

Le gouvernement de Fayyad a également mis en place des commissions qui ont pour mission de débusquer les employés qui reçoivent un double salaire.

Selon un rapport du Fonds monétaire international, Fayyad a l'intention de rayer des registres 20.000 de ces employés.

Dans le cadre de cette réorganisation globale, Fayyad a entrepris de démanteler la Force 17, qui protégeait autrefois Yasser Arafat, et qui était vivement critiquée par Israël et des parlementaires américains. Ses membres doivent être intégrés au sein de la garde présidentielle et des différents services de sécurité.

Des responsables occidentaux font également valoir que Fayyad aura du mal à trouver l'argent nécessaire pour inciter les membres des services de sécurité au départ, d'autant que les donateurs étrangers ne se bousculent pas pour l'instant.

Source ; Adam Entous et Wafa Amr de Reuters

---

## 2-14 Fatah Al-Yasser : Les services de sécurité d'Abbas et l'occupation exécutent la feuille de route.

Le Fatah Al-Yasser dirigé par Khaled Abou Hilal a averti du danger de la coordination sécuritaire entre les services de sécurité qui appartiennent au président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas et l'occupation israélienne en Cisjordanie.

Le mouvement a affirmé, que les services de sécurité d'Abbas et leur bande aident les forces occupantes à perpétrer des crimes contre les résistants palestiniens en Cisjordanie.

Le mouvement a dit dans son communiqué que la coordination sécuritaire entre les services de sécurité d'Abbas et les forces occupantes est devenue claire, menaçant ainsi l'avenir de la question palestinienne.

Il a ajouté que le président Abbas prétend avoir la légitimité de négocier avec l'occupation au nom du peuple palestinien, et pour cela il a appelé les Sionistes à effectuer la première étape de la feuille de route pour arriver au congrès prévu le mois prochain au sujet duquel les Américains et Israéliens disent qu'il va échouer.

Le Fatah Al-Yasser a ajouté que la première étape de cette feuille de route oblige l'autorité palestinienne à arrêter tous les groupes et factions palestiniennes de la résistance qui lancent et planifient des opérations contre l'entité sioniste.

## 2-15 Hamas : Le discours politique trompeur d'Abbas vise à propager des mensonges contre le Hamas.

Le Hamas a nié nouveau tout contact avec les autorités de l'occupation israélienne suite à des rumeurs propagées par le président Abbas, tout en exprimant son étonnement face aux mensonges et rumeurs lancés par Abbas.

Le Hamas a également souligné qu'il est surpris du discours politique d'Abbas, tombé à un si bas niveau, dévalorisant sa réputation devant tout le monde.

Le Hamas a dit: "Il est clair que le mensonge est devenu le slogan préféré d'Abbas et son groupe, actuellement".

Abbas a dernièrement répété ces mensonges lors de son interview avec une chaîne hébreu.

Le Hamas a appelé Abbas et son groupe à arrêter ces mensonges pour sauvegarder leur réputation et ne pas défigurer leur peuple résistant.

CPI  
21-10

---

## 2-16 Nafha accuse les autorités des prisons sionistes d'utiliser les captifs dans leurs essais d'armes.

L'organisation Nafha *pour la défense des droits des captifs et de l'homme* a condamné les agressions sauvages perpétrées par la direction de la prison du Neguev contre les captifs palestiniens, s'opposant ainsi à toutes les lois et conventions internationales.

L'organisation a accusé la direction des prisons de l'occupation israélienne de racisme et de nazisme pour avoir utilisé les captifs palestiniens dans ses essais d'armes.

Nafha a ajouté que tous les Palestiniens qui sont entrés dans les prisons de l'occupation se sont retrouvés exposés à plusieurs sortes d'essais d'armes, comme des bombes sonores, des bombes lacrymogènes et des bombes à gaz, ainsi que des balles en caoutchouc.

L'association a ajouté que la prison du Neguev est réputée pour ses pratiques inhumaines et immorales contre les captifs palestiniens depuis sa fondation en 1988 et jusqu'à sa fermeture en 1995 puis sa réouverture après le déclenchement de l'Intifada d'Al-Aqsa en 2000.

Nafha a ajouté que les captifs palestiniens vivent dans des conditions catastrophiques et dangereuses depuis 1967 et que l'occupation israélienne lance une campagne programmée contre les captifs palestiniens en les privant de leurs droits et en leur imposant des mesures inhumaines et très sévères contre eux.

Pour conclure Nafha a appelé la direction palestinienne à mettre la question des captifs sur son agenda lors du congrès prévu en automne prochain.

CPI-23-10